



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Rapport du troisième trimestre
30 septembre 2015



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada – Le 30 septembre 2015	8

Adresse de la Corporation :

1240, rue Bay
Bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : 416-966-2221
Télécopieur : 416-966-5485
Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À notre connaissance, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 18 novembre 2015.



Michael Carter
Vice-président exécutif



Andrew G. Stafli, CPA, CA
Vice-président, Finances

Toronto (Ontario)

Le 18 novembre 2015

Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 30 septembre 2015

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport intermédiaire, peuvent comprendre des déclarations prospectives qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives reposent sur divers facteurs et hypothèses et elles comportent des risques et incertitudes inhérents, généraux et spécifiques. C'est donc dire que les pronostics, les prévisions, les projections et les autres éléments des déclarations prospectives ne se réaliseront peut-être pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la période close le 30 septembre 2015 ainsi qu'avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de participation du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015, les activités et la structure de la CDEV étaient les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de 2014 de la CDEV, qu'il est possible de consulter sur le site www.cdev.gc.ca de la CDEV. Les filiales de la CDEV sont Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

Au cours du trimestre, la CDEV a modifié ses lignes directrices et ses politiques en matière de voyage et d'accueil dans le but de les harmoniser avec les lignes directrices en cours du Conseil du Trésor, notamment les politiques sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements. Nous afficherons sur notre site Web les charges de voyage et d'accueil trimestrielles des administrateurs et dirigeants de la CDEV à compter du trimestre à l'étude.

Performance de la Corporation

Depuis l'ouverture de l'exercice, notre performance, par rapport à nos objectifs clés, est la suivante :

Objectifs clés

- Gérer nos investissements dans le champ pétrolier Hibernia et dans General Motors (« GM »), et continuer de surveiller la gestion des obligations de CEI.
- Continuer de gérer les volets de l'examen de la gestion des actifs du gouvernement (l'« examen ») qui nous sont confiés.
- Continuer de gérer le processus de vente potentielle de Ridley Terminals Inc. (« RTI »), autre société de la Couronne fédérale et la vente éventuelle de parties de la Réserve fédérale de charbon en Colombie-Britannique.
- Continuer de gérer les autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prêts à assumer la gestion et le dessaisissement d'autres intérêts du portefeuille du Canada qui pourraient nous être confiés pour dessaisissement, dans une perspective commerciale.

Performance

Nous et nos filiales poursuivons la gestion de nos investissements et de nos obligations, comme il est décrit ci-après.

- La SGCH a enregistré un bénéfice après impôt de 44 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2015. Aucun dividende n'a été déclaré à la CDEV au cours du troisième trimestre.
- GEN a vendu le solde de son placement en actions ordinaires de GM pour un produit de 3 254 millions de dollars au cours du deuxième trimestre et a comptabilisé un profit sur la vente de 2 131 millions de dollars.
- Il n'y a eu aucun changement important dans la gestion des obligations de CEI.
- La CDEV a versé un total de 3 263 millions de dollars en dividendes au cours des neuf premiers mois de 2015 à verser au gouvernement.
- Nous avons continué de gérer le processus de vente de RTI en qualité de mandataire du gouvernement. Le projet en est aux premières étapes de consultation. De plus, nous poursuivons la réalisation d'un mandat de services-conseils de vente. Ce mandat, dans le cadre duquel la CDEV agira à titre de mandataire du gouvernement, vise la vente potentielle de parties de la Réserve fédérale de charbon en Colombie-Britannique.
- Nous avons continué à gérer d'autres projets de services-conseils et nous sommes toujours disposés à entreprendre des projets faisant appel à nos compétences.

Société de gestion Canada Hibernia

Le produit net tiré du pétrole brut a connu une baisse de 57 % au cours du trimestre et de 54 % depuis le début de l'exercice, ce qui rend compte du recul des prix du pétrole et des volumes de ventes ainsi que des réductions connexes des redevances et des charges liées à la participation au bénéfice net.

Les volumes de ventes, qui se sont chiffrés à 0,48 million de barils au cours du trimestre, sont en baisse de 42 % par rapport aux volumes de 0,82 million de barils enregistrés au cours de la période comparative, en raison de la diminution de 28 % des volumes de production d'Hibernia ainsi que des écarts temporaires dans la vente de cargaisons. Ainsi, la SGCH n'a effectué aucune vente de cargaisons en septembre, en raison surtout de la révision trisannuelle de la plateforme qui s'est amorcée le 18 septembre pour une durée d'environ 4 semaines. Au cours de cette période, la production a été entièrement interrompue afin de procéder à des travaux d'entretien et à des travaux connexes. La production pétrolière brute d'Hibernia s'est ainsi établie en moyenne à 82 900 barils par jour au cours du troisième trimestre en raison de l'interruption de production de 13 jours liée à la révision et également en raison des retards dans les activités de forage et d'injection d'eau au PSH. Les volumes de ventes des neuf premiers mois étaient également en baisse, passant de 1,97 million de barils pour les neuf premiers mois de 2014 à 2,83 millions de barils.

Les cours du pétrole de la SGCH reposent sur le cours du pétrole brut Brent daté. Les cours moyens du pétrole brut Brent daté ont reculé de 51 % au cours du trimestre pour se chiffrer à 50 \$ US le baril, comparativement à 102 \$ US le baril pour le trimestre correspondant de 2014, ce qui témoigne de l'offre mondiale excédentaire et du ralentissement de l'économie mondiale. De même, les cours moyens du pétrole brut Brent daté depuis le début de l'exercice ont reculé de 49 % pour se chiffrer à 55 \$ US le baril, comparativement à 107 \$ US le baril en 2014. Les cours du pétrole de la SGCH ont bénéficié des cours de change favorables, ce qui a donné lieu à des prix réalisés de 66 \$ le baril au troisième trimestre et de 70 \$ le baril depuis le début de l'exercice, ce qui correspond à des reculs de 40 % et de 41 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2014.

Les frais de production et les charges d'exploitation ont diminué de 1,5 million de dollars au cours du trimestre en raison d'un ajustement à la baisse des stocks et de la diminution des charges de reconditionnement. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont reculé de 5,7 millions de dollars au cours du trimestre en raison d'un taux d'épuisement moins élevé, de la baisse des volumes de production et d'ajustements des stocks.

Au cours du troisième trimestre, les dépenses d'investissement ont été principalement axées sur les activités de forage au secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH ») et sur le programme d'acquisition complet de données sismiques du champ. À court terme, les propriétaires d'Hibernia continueront de se concentrer sur la mise en valeur complète du champ du PSH, notamment le forage de puits à injection d'eau sous-marins, ainsi que sur les activités de forage, l'acquisition de données sismiques et le projet d'ascension par poussée de gaz au champ principal d'Hibernia.

Canada Eldor Inc.

CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement d'un ancien site minier et pour les coûts d'un régime de retraite de certains anciens salariés. Un plan a été mis en œuvre pour entreprendre des travaux, ce qui devrait permettre le transfert éventuel de biens miniers au Programme de contrôle institutionnel de la province de Saskatchewan dans un délai de neuf ans. CEI détient une somme de 27 millions de dollars sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de liquidités dans le compte du Trésor du Canada qui lui permet d'acquitter ses passifs estimés totalisant 21 millions de dollars.

Corporation d'investissement GEN du Canada

Le 6 avril 2015, GEN a vendu la totalité des actions ordinaires de GM qu'elle détenait au prix de 35,61 \$ US par action pour un produit total de 2,613 milliards de dollars américains (3,254 milliards de dollars canadiens). La vente a été réalisée au moyen d'une transaction de bloc non enregistrée dans le cadre d'un processus concurrentiel. Un dividende de 2 530 millions de dollars américains a été versé au gouvernement à même le produit de la vente. Il y a lieu de se reporter au tableau comparatif ci-après pour obtenir un complément d'information sur la valeur des actions.

GEN a réalisé un revenu de dividendes de 28 millions de dollars en 2015 afférent aux actions ordinaires de GM détenues au premier trimestre. Aucun dividende n'a été reçu de GM au cours du deuxième ou du troisième trimestre de 2015.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos placements prend en compte les conditions du marché en général, la conjoncture économique ainsi que des facteurs propres à l'émetteur ou au titre sous-jacents. Aucune modification importante n'a été décelée depuis le 31 décembre 2014, comme l'indique le rapport annuel de 2014.

Risques et éventualités

Aucun changement important sur le plan des risques et des éventualités n'a été décelé depuis le 31 décembre 2014, comme l'indique le rapport annuel de 2014, hormis le fait que les risques liés aux variations de la valeur des actions de GM ne sont plus assumés par la Corporation en raison de la vente de l'intégralité des actions de GM restantes au cours du deuxième trimestre.

États financiers de la période close le 30 septembre 2015

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 30 septembre 2015 ainsi que les chiffres correspondants ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

Les produits nets consolidés du trimestre clos le 30 septembre 2015 se sont établis à 25 millions de dollars, comparativement à des produits de 103 millions de dollars inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse importante s'explique principalement par la diminution des ventes nettes de pétrole brut et le revenu de dividendes de néant inscrit au trimestre considéré. Les ventes nettes de pétrole brut ont reculé de 57 % au troisième trimestre, passant de 56 millions de dollars au troisième trimestre de 2014 à 24 millions de dollars. Cette diminution des ventes brutes de pétrole brut s'explique par la baisse des prix réalisés du pétrole et des volumes de ventes. La baisse des prix du pétrole est conforme au recul des prix de référence du pétrole Brent daté et la baisse des volumes de vente témoigne des interruptions de production au cours du trimestre liées à la révision trisannuelle de la plateforme. Au cours du troisième trimestre de 2015, aucun dividende sur les actions ordinaires de GM n'a été reçu étant donné que les actions ont été vendues au début du deuxième trimestre. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, GEN a reçu des dividendes sur les actions ordinaires de 36 millions de dollars. Au cours du troisième trimestre de 2014, GEN a également reçu des dividendes de 10 millions de dollars sur les actions privilégiées de GM, qui ont été rachetées par GM le 31 décembre 2014.

Les charges totales pour le trimestre se sont chiffrées à 9 millions de dollars, par rapport à des charges totales de 19 millions de dollars, compte non tenu de la variation de la valeur des actions privilégiées, inscrites à la période correspondante de 2014. Au cours du trimestre à l'étude, un profit de change de 2 millions de dollars a été constaté, contre un profit de 1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont connu une baisse au cours du trimestre à l'étude, passant de 11 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 5 millions de dollars, tandis que les frais de production et les charges d'exploitation ont diminué, passant de 6 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 4 millions de dollars.

Les produits consolidés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 se sont élevés à 2 260 millions de dollars, contre des produits de 356 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits est principalement attribuable au profit sur la vente des actions ordinaires de GM de 2 131 millions de dollars comptabilisé pour le deuxième trimestre de 2015, augmentation qui a été en partie contrebalancée par la baisse du dividende reçu et du produit net tiré du pétrole brut depuis le début de l'exercice par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Des dividendes sur les actions ordinaires de 28 millions de dollars ont été reçus depuis le début de l'exercice, comparativement à des dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées reçus de 139 millions de dollars au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes nettes de pétrole brut depuis l'ouverture de l'exercice se sont chiffrées à 99 millions de dollars, soit une diminution de 54 % par rapport aux ventes de 215 millions de dollars enregistrées au cours de l'exercice précédent en raison de la baisse des prix réalisés du pétrole et de la contraction des volumes vendus.

Les charges depuis le début de l'exercice se sont chiffrées à 5 millions de dollars, contre 65 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, compte non tenu de la variation latente de la juste valeur des actions privilégiées de GM. La baisse est surtout attribuable à un profit de change important d'un exercice à l'autre et à la diminution des charges d'épuisement et d'amortissement. Nous avons comptabilisé un profit de change de 39 millions de dollars depuis le début de l'exercice, par rapport

Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 30 septembre 2015 (suite)

à une perte de change négligeable pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014. Le profit de change est principalement attribuable au produit de la vente des actions de GM au cours du deuxième trimestre en raison de l'appréciation du dollar américain entre la date de transaction et la date de règlement. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont diminué, passant de 38 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 à 22 millions de dollars, en raison d'un taux d'épuisement par baril moins élevé auquel s'ajoute la diminution des volumes de production et un ajustement des stocks à la baisse.

Le solde du placement en actions ordinaires de GM a été vendu le 6 avril 2015. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global au cours du troisième trimestre. Au cours de la période correspondante de 2014, la variation de la valeur du placement en actions ordinaires de GM s'est traduite par une perte de 325 millions de dollars. Pour un complément d'information sur les variations historiques des autres éléments du résultat global attribuables aux actions ordinaires de GM, il y a lieu de se reporter au tableau qui suit.

Actions ordinaires de GM – Autres éléments du résultat global

Trimestre clos	Nombre d'actions	Cours des actions ordinaires de GM (\$ US) ²⁾	Cours de change du dollar US ¹⁾	Valeur du placement (en millions de dollars canadiens)	Autres éléments du résultat global pour le trimestre (en millions de dollars canadiens)	Autres éléments du résultat global depuis le début de l'exercice (en millions de dollars canadiens)
31 déc. 2010	140 084 746	33,94 \$ (ajusté)	0,9946	4 729		
2011						
31 mars 2011	140 084 746	29,68 \$ (ajusté)	0,9718	4 040	(688)	(688)
30 juin 2011	140 084 746	30,37 \$	0,9643	4 102	62	(626)
30 sept. 2011	140 084 746	20,20 \$	1,0389	2 940	(1 163)	(1 789)
31 déc. 2011	140 084 746	20,28 \$	1,0170	2 889	(51)	(1 840)
2012						
31 mars 2012	140 084 746	25,64 \$	0,9991	3 589	699	699
30 juin 2012	140 084 746	19,72 \$	1,0191	2 815	(773)	(74)
30 sept. 2012	140 084 746	22,75 \$	0,9837	3 135	320	246
31 déc. 2012	140 084 746	28,82 \$	0,9949	4 017	882	1 127
2013						
31 mars 2013	140 084 746	27,81 \$	1,0156	3 957	(60)	(60)
30 juin 2013	140 084 746	33,34 \$	1,0512	4 910	953	893
10 sept. 2013	(30 000 000)	36,65 \$	1,0357		(680)	
30 sept. 2013	110 084 746	35,95 \$	1,0285	4 070	300	513
31 déc. 2013	110 084 746	40,87 \$	1,0636	4 785	715	1 228
2014						
31 mars 2014	110 084 746	34,42 \$	1,1053	4 188	(597)	(597)
30 juin 2014	110 084 746	36,29 \$	1,0676	4 265	77	(520)
30 sept. 2014	110 084 746	31,93 \$	1,1208	3 940	(325)	(846)
22 déc. 2014	(36 694 915)	33,23 \$	1,1643		(858)	
31 déc. 2014	73 389 831	34,90 \$	1,1601	2 971	452	(1 252)
2015						
31 mars 2015	73 389 831	37,49 \$	1,2683	3 490	518	518
6 avril 2015	73 389 831	35,61 \$	1,2452	3 254	(235)	283
6 avril 2015	(73 389 831)	35,61 \$	1,2452	(3 254)	(2 131)	(1 848)

Notes

- 1) Le cours de change utilisé est le cours à midi de la Banque du Canada (\$ US en \$ CA).
- 2) Cours acheteur de clôture par action à la clôture du trimestre (prix de la transaction du 10 septembre et du 6 avril).
- 3) Profit réalisé sur les actions vendues le 10 septembre 2013 viré au résultat net.
- 4) Profit sur la décomptabilisation des actions ordinaires liée au versement d'un dividende en nature viré au résultat net.
- 5) Ajustement de la juste valeur dans les autres éléments du résultat global à la date la décomptabilisation des actions.
- 6) Profit sur les actions vendues le 6 avril 2015 viré au résultat net (cumul des autres éléments du résultat global restants de néant).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué pour atteindre 254 millions de dollars au 30 septembre 2015, contre 609 millions de dollars au 31 décembre 2014, en raison surtout des fonds détenus à la clôture de l'exercice provenant du rachat d'actions privilégiées de GM et du versement ultérieur de dividendes de 468 millions de dollars en janvier 2015.

Il n'y avait aucun montant à recevoir au titre des ventes de pétrole brut au 30 septembre 2015 et une réduction des soldes liés à des appels de fonds a été constatée, ce qui a donné lieu à une diminution des débiteurs, qui sont passés de 39 millions de dollars au 31 décembre 2014 à 6 millions de dollars.

Les stocks ont augmenté de 5 millions de dollars depuis le 31 décembre 2014 en raison de la hausse des volumes de stocks au terminal de Newfoundland Transshipment Limited et de la hausse des coûts liés aux stocks.

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 44 millions de dollars par rapport à celles inscrites au 31 décembre 2014. Elles tiennent compte des dépenses d'investissement en trésorerie liées à Hibernia de 36 millions de dollars ainsi que des ajustements de démantèlement hors trésorerie de 32 millions de dollars, ces facteurs étant contrebalancés par des charges d'épuisement et d'amortissement de 24 millions de dollars. Du total des dépenses d'investissement en trésorerie de 36 millions de dollars, une tranche de 16 millions de dollars liée principalement au forage du PSH et au programme d'acquisition de données sismiques a été engagée au cours du troisième trimestre. Les ajustements de démantèlement hors trésorerie de 32 millions de dollars sont surtout attribuables à l'augmentation des estimations de coûts pour le démantèlement d'Hibernia.

La hausse de la provision au titre des obligations de démantèlement, qui est passée de 96 millions de dollars au 31 décembre 2014 à 129 millions de dollars, est principalement attribuable à l'augmentation des estimations de coûts pour le démantèlement d'Hibernia, notamment l'ajout des puits sous-marins récemment forés du PSH.

Au cours du troisième trimestre de 2015, la CDEV a versé au gouvernement des dividendes de 75 millions de dollars. Les dividendes versés au cours de la période correspondante de 2014 se sont élevés à 88 millions de dollars.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(non audité)

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2015	31 décembre 2014
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	253 776 \$	609 420 \$
Débiteurs	5 958	38 525
Impôt sur le résultat à recouvrer	5 505	12 096
Stocks	5 875	703
Charges payées d'avance	694	293
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	5 691	4 228
	<u>277 499</u>	<u>665 265</u>
Actifs non courants		
Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada	113 660	114 633
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en main tierce	5 969	5 969
Immobilisations corporelles (note 4)	203 585	159 594
Placements (note 5)	-	2 971 370
	<u>15 818</u>	<u>13 976</u>
	<u>339 032</u>	<u>3 265 542</u>
	<u>616 531 \$</u>	<u>3 930 807 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer	25 067 \$	27 318 \$
Dividende à verser	-	466 989
Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies	180	230
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	4 511	3 976
	<u>29 758</u>	<u>498 513</u>
Passifs non courants		
Provision au titre des obligations de démantèlement [note 6 a)]	128 972	95 936
Provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	13 345	15 417
Obligation au titre des prestations définies	1 795	1 820
	<u>144 112</u>	<u>113 173</u>
Capitaux propres		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	603 294	1 726 527
Déficit accumulé	(160 634)	(255 545)
Cumul des autres éléments du résultat global	-	1 848 138
	<u>442 661</u>	<u>3 319 121</u>
Engagements (note 9)		
Éventualités (note 10)		
Événements postérieurs à la date de clôture (note 13)		
	<u>616 531 \$</u>	<u>3 930 807 \$</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.
Au nom du Conseil :

 , administrateur

 , administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Produits				
Profit sur la vente d'un placement en actions ordinaires (note 5)	- \$	- \$	2 130 987 \$	- \$
Produit net tiré du pétrole brut [note 8 a)]	24 075	56 408	98 684	215 430
Dividendes (note 5)	-	46 189	28 102	138 685
Produits d'intérêts	647	692	1 968	1 904
	24 722	103 289	2 259 741	356 019
Charges				
Épuisement et amortissement (note 4)	5 377	11 029	21 765	37 833
Production et exploitation [note 8 b)]	4 226	6 106	16 388	18 427
Variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées (note 5)	-	(17 000)	-	(8 000)
Honoraires	428	1 752	2 856	4 769
Salaires et avantages du personnel	666	699	2 523	2 611
Autres charges	271	321	752	821
Perte (profit) de change	(1 699)	(993)	(39 396)	57
Charge au titre des prestations définies	16	20	48	60
	9 285	1 934	4 936	56 578
Charges financières				
Désactualisation des obligations de démantèlement [note 6 a)]	540	525	1 644	1 499
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	53	67	160	200
Intérêts sur l'obligation au titre de contrats de location-financement	-	7	-	32
	593	599	1 804	1 731
Bénéfice avant impôt sur le résultat	14 844	100 756	2 253 001	297 710
Impôt sur le résultat				
Impôt exigible	4 513	12 986	19 039	45 613
Impôt différé	(51)	(1 760)	(1 842)	(2 651)
	4 462	11 226	17 197	42 962
Bénéfice	10 382	89 530	2 235 804	254 748
Autres éléments du résultat global				
<i>Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net</i>				
Variation de la juste valeur du placement en actions ordinaires	-	(325 417)	282 849	(845 692)
Profit sur la vente d'un placement en actions ordinaires viré au résultat net	-	-	(2 130 987)	-
	-	(325 417)	(1 848 138)	(845 692)
Résultat global	10 382 \$	(235 887) \$	387 666 \$	(590 944) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Capital social				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	603 294	2 757 143	1 726 527	2 757 143
Dividendes (note 12)	-	-	(1 123 233)	-
Solde à la clôture de la période	603 294	2 757 143	603 294	2 757 143
Déficit accumulé				
Solde à l'ouverture de la période	(171 016)	(286 096)	(255 545)	(308 885)
Bénéfice	10 382	89 530	2 235 804	254 748
Dividendes	-	(87 847)	(2 140 893)	(230 276)
Solde à la clôture de la période	(160 634)	(284 413)	(160 634)	(284 413)
Cumul des autres éléments du résultat global				
Solde à l'ouverture de la période	-	2 580 187	1 848 138	3 100 462
Profit sur la vente d'un placement en actions ordinaires viré au résultat net (note 5)	-	-	(2 130 987)	-
Variation de la juste valeur du placement en actions ordinaires	-	(325 417)	282 849	(845 692)
Solde à la clôture de la période	-	2 254 770	-	2 254 770
Total des capitaux propres	442 661 \$	4 727 501 \$	442 661 \$	4 727 501 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice	10 382 \$	89 530 \$	2 235 804 \$	254 748 \$
Ajustements pour :				
Épuisement et amortissement	5 377	11 029	21 765	37 833
Charge d'impôt sur le résultat	4 462	11 226	17 197	42 962
Prestations définies versées en excédent (en deçà) des charges	(55)	13	(75)	(71)
Intérêts liés au financement	-	7	-	32
Produits d'intérêts tirés d'un compte du Trésor du Canada	(142)	(252)	(490)	(740)
Désactualisation des obligations de démantèlement	540	525	1 644	1 499
Perte nette (profit net) de change	-	41	(33 452)	74
Variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées	-	(17 000)	-	(8 000)
Profit sur la vente d'un placement en actions ordinaires	-	-	(2 130 987)	-
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	53	67	160	200
Provisions réglées	(978)	(457)	(1 879)	(1 781)
Impôt sur le résultat payé	(4 350)	(17 459)	(12 448)	(57 514)
	15 289	77 270	97 239	269 242
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 7)	28 789	52 171	19 556	36 335
	44 078	129 441	116 795	305 577
Activités de financement				
Dividendes versés (note 7)	(75 000)	(87 847)	(3 731 115)	(230 276)
Intérêts liés au financement payés	-	(7)	-	(32)
Paiements au titre des contrats de location	-	(516)	-	(1 491)
	(75 000)	(88 370)	(3 731 115)	(231 799)
Activités d'investissement				
Produit de la vente d'un placement en actions ordinaires	-	-	3 287 671	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(16 210)	(12 932)	(36 486)	(40 785)
Retrait du compte du Trésor du Canada	-	-	-	5 000
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 7)	6 936	769	7 491	(689)
	(9 274)	(12 163)	3 258 676	(36 474)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(40 196)	28 908	(355 644)	37 304
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	293 972	110 164	609 420	101 768
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	253 776 \$	139 072 \$	253 776 \$	139 072 \$
Représentés par :				
Trésorerie	68 539 \$	49 785 \$	68 539 \$	49 785 \$
Équivalents de trésorerie	185 237	89 287	185 237	89 287
	253 776 \$	139 072 \$	253 776 \$	139 072 \$
Informations complémentaires sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation				
Intérêts reçus au cours de la période	609 \$	700 \$	1 929 \$	1 924 \$
Dividendes reçus au cours de la période	- \$	46 189 \$	28 102 \$	138 685 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV ») a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada (le « gouvernement ») dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ». À la fin de 2009, la Corporation a commencé à aider le ministère des Finances à mener son examen de la gestion des actifs du gouvernement visant certains actifs du gouvernement.

En juillet 2015, la Corporation a reçu une ordonnance, en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'enjoignant d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et de rendre compte de la mise en œuvre de cette ordonnance dans son prochain plan d'entreprise.

Le siège social de la Corporation est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

La Corporation consolide trois filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est une mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Par suite de la vente des actions de Cameco et de la prise en charge d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des prestations de retraite définies.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »). Le projet Hibernia est un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. La SGCH détient une participation directe de 8,5 % dans le projet Hibernia ainsi qu'une participation de 8,5 % dans la Société d'exploitation et de développement d'Hibernia Itée (la « SEDH »). La participation de la SGCH dans le projet Hibernia a été comptabilisée dans les états financiers de la SGCH, qui sont consolidés dans les états financiers de la CDEV.

En 2010, la SGCH et d'autres participants ont signé des ententes avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador (la « province ») et ont reçu l'approbation réglementaire de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (l'« OCTLHE ») visant la poursuite de la mise en valeur du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »). La SGCH détient une participation initiale de 5,08 % dans le secteur [(assujettie à des ajustements ultérieurs conformément à l'accord d'union – se reporter également à la note 13 a)].

GEN a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la Corporation le 30 mai 2009. GEN est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. GEN détenait, jusqu'au 6 avril 2015, des actions ordinaires de General Motors Company (« GM »). Elle détenait également, jusqu'au 31 décembre 2014, des actions privilégiées perpétuelles à dividende cumulatif à taux fixe de série A de GM assorties d'un droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée. GEN a reçu les actions de GM à la suite de prêts consentis à GM par Exportation et Développement Canada (Compte du Canada), partie liée à la CDEV et à GEN.

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires en date du 18 novembre 2015.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

2. Base d'établissement (suite)

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur;
- les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur;
- les stocks sont évalués au moindre du coût de production ou de leur valeur de réalisation nette.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la Corporation.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions. Les jugements critiques et principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont présentés à la note 2 d) des états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 des états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

4. Immobilisations corporelles

	Actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production
Coût	
Solde au 31 décembre 2014	355 729 \$
Entrées de la période	36 486
Ajustements de démantèlement	31 574
Solde au 30 septembre 2015	423 789 \$
Épuisement et amortissement	
Solde au 31 décembre 2014	196 135 \$
Épuisement et amortissement	24 069
Solde au 30 septembre 2015	220 204 \$
Valeurs comptables	
Au 31 décembre 2014	159 594 \$
Au 30 septembre 2015	203 585 \$

Au 30 septembre 2015, les coûts faisant l'objet du calcul de l'épuisement et de l'amortissement ne tenaient pas compte des coûts du matériel et des installations actuellement en construction de 19 384 \$ (10 633 \$ au 31 décembre 2014) et rendaient compte des coûts de mise en valeur futurs de 770 910 \$ (809 000 \$ au 31 décembre 2014).

Une évaluation des indications de dépréciation potentielles des UGT (unité génératrice de trésorerie) de la Société a été effectuée pour la période close le 30 septembre 2015. Dans le cadre de son examen, la direction a déterminé que le recul des prix du pétrole constituait une indication de dépréciation potentielle des UGT de la Société. Compte tenu du test de dépréciation effectué, il n'y a eu aucune dépréciation des immobilisations corporelles pour la période close le 30 septembre 2015 (ni pour la période close le 31 décembre 2014).

5. Placements

	30 septembre 2015	31 décembre 2014
Actifs disponibles à la vente		
Actions ordinaires de GM		
Aucune action ordinaire		
(73 389 831 actions ordinaires au 31 décembre 2014)	- \$	2 971 370 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

5. Placements (suite)

La variation du solde des placements de chaque catégorie d'instruments financiers pris en compte dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net				
Actions privilégiées de GM				
Perte (profit) de change latent(e)	- \$	(22 000) \$	- \$	(23 000) \$
Perte latente liée à la juste valeur	-	5 000	-	15 000
	- \$	(17 000) \$	- \$	(8 000) \$
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (dans les autres éléments du résultat global)				
Actions ordinaires de GM				
Variation de la juste valeur du placement en actions ordinaires	- \$	(325 417) \$	282 849 \$	(845 692) \$
Profit sur la vente d'un placement en actions ordinaires viré au résultat net	-	-	(2 130 987)	-
	- \$	(325 417) \$	(1 848 138) \$	(845 692) \$

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Le 31 décembre 2014, GM a racheté les actions privilégiées de GM selon le droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée. La variation de la valeur des actions pour les neuf premiers mois de 2014 a été comptabilisée en résultat à titre de variation de la juste valeur du placement en actions privilégiées, soit un profit de 8 000 \$. Au cours des neuf premiers mois de 2014, GEN a reçu 29 846 \$ en dividendes sur les actions privilégiées.

Actifs financiers disponibles à la vente

Le placement en actions ordinaires de GM a été présenté dans les actifs financiers disponibles à la vente. Au cours du deuxième trimestre, la Corporation a vendu les 73 389 831 actions ordinaires de GM qu'elle détenait pour un produit de 2,613 milliards de dollars américains. La date de transaction était le 6 avril 2015 et l'équivalent en dollars canadiens était de 3,254 milliards de dollars à cette date, ce qui a donné lieu à un profit réalisé de 2,131 milliards de dollars.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015, GEN a reçu respectivement un montant de néant (36 180 \$ en 2014) et 28 102 \$ (108 839 \$ en 2014) en dividendes sur les actions ordinaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Provisions

La variation au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présentait comme suit :

	Obligations de démantèlement	Remise en état du site
Solde au 31 décembre 2014	95 936 \$	19 393 \$
Nouvelles obligations	3 758	-
Obligations réglées	(182)	(1 697)
Variations des estimations des flux de trésorerie futurs	24 106	-
Variations du taux d'actualisation	3 710	-
Désactualisation	1 644	160
Solde au 30 septembre 2015	128 972 \$	17 856 \$
Partie courante	-	4 511
Partie non courante	128 972	13 345
Provisions	128 972 \$	17 856 \$

a) Provision au titre des obligations de démantèlement de la SGCH

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de la SGCH dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et de ces installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La SGCH estime que le passif futur non actualisé total s'élevait à 311 089 \$ au 30 septembre 2015 (246 819 \$ au 31 décembre 2014). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction de la date prévue de fermeture des puits, la dernière étant actuellement prévue pour 2055, et de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. La provision a été calculée au 30 septembre 2015 selon un taux d'inflation de 2,0 % (2,0 % au 31 décembre 2014) et a été actualisée au moyen d'un taux d'intérêt sans risque de 2,21 % (2,33 % au 31 décembre 2014).

b) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. Les estimations qui servent à établir la provision au titre de la remise en état d'un site sont décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Aucun changement important n'a été apporté aux estimations qui ont servi au calcul.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

7. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 30 septembre se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Variation des débiteurs	35 930 \$	55 384 \$	32 567 \$	30 275 \$
Variation des stocks	(1 856)	(260)	(2 868)	581
Variation des charges payées d'avance	429	454	401	(449)
Variation des créditeurs et charges à payer	1 222	(2 638)	(2 251)	5 239
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	35 725 \$	52 940 \$	27 047 \$	35 646 \$
Liée aux :				
Activités d'exploitation	28 789 \$	52 171 \$	19 556 \$	36 335 \$
Activités d'investissement	6 936	769	7 491	(689)
	35 725 \$	52 940 \$	27 047 \$	35 646 \$

Le 26 juin 2015, le conseil d'administration de la Corporation a déclaré un dividende de 75 millions de dollars payable à son actionnaire. Le dividende a été versé le 3 juillet 2015.

8. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation

a) Le produit net tiré du pétrole brut pour les périodes closes les 30 septembre se détaille comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Produit brut tiré du pétrole brut	31 788 \$	91 183 \$	137 721 \$	335 367 \$
Moins les frais de commercialisation	(50)	(72)	(256)	(273)
Moins les redevances	(6 112)	(27 625)	(29 751)	(91 744)
Moins la participation au bénéfice net	(1 551)	(7 078)	(9 030)	(27 920)
Produit net tiré du pétrole brut	24 075 \$	56 408 \$	98 684 \$	215 430 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

8. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation (suite)

- b) Les frais de production et les charges d'exploitation pour les périodes closes les 30 septembre se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Frais de production et charges d'exploitation				
liés au compte conjoint d'Hibernia	3 089 \$	5 133 \$	12 908 \$	14 676 \$
Transport du pétrole brut	1 523	1 013	4 772	3 941
Frais d'utilisation des installations après				
déduction de la participation accessoire				
au bénéfice net	(386)	(40)	(1 292)	(190)
Total des frais de production et des charges				
d'exploitation	4 226 \$	6 106 \$	16 388 \$	18 427 \$

9. Engagements

Le 1^{er} juin 2015, dans le cadre du projet d'instauration d'un système de transport et de transbordement desservant le bassin, soit le projet *Basin Wide Transportation and Transshipment System* (« BWTTTS »), auquel participent d'autres producteurs de pétrole de la côte Est du Canada, la SGCH a conclu un engagement à long terme pour des services de transport du pétrole, lequel est défini par un contrat d'affrètement. Le contrat d'affrètement a une durée de 15 ans et comporte un engagement pour l'affrètement au voyage suivant un contrat de location-exploitation de pétroliers-navettes exploités par un tiers prestataire de service d'expédition mis à la disposition de la SGCH à Hibernia. Cet engagement diffère de l'affrètement à temps au taux fixe de 25 % et du contrat de location-acquisition que la SGCH avait souscrits relativement au pétrolier-navette Mattea, lesquels ont fait l'objet d'une novation en faveur du tiers prestataire de service d'expédition.

Les coûts afférents à l'engagement défini par le contrat d'affrètement d'une durée de 15 ans que la SGCH devra assumer s'élèvent à environ 47 millions de dollars. Toutefois, une des clauses prévoit que, si les prévisions sur le plan de la production communiquées au tiers prestataire de service d'expédition sont de néant, la Société ne serait tenue d'assumer les coûts afférents au contrat d'affrètement des 27 à 39 mois suivants (soit trois ans explicitement) seulement. Parallèlement au BWTTTS, la SGCH a également modifié et a prorogé son entente de services de capacité de production réservée pour le terminal de Newfoundland Transshipment Limited. La version révisée de l'entente a pris effet le 1^{er} juin 2015 et s'étend sur 15 ans pour un coût total estimé à 24 millions de dollars.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

10. Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Corporation et ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation. Lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre une obligation liée à un événement passé et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, la direction constate les coûts nécessaires pour régler de telles réclamations en se fondant sur sa meilleure estimation.

La SGCH est partie à un différend contractuel en cours, dont l'issue dépend des procédures futures de règlement de différends. La SGCH ne présente pas son estimation de l'incidence financière, le cas échéant, de ce différend étant donné que la présentation de cette information pourrait porter préjudice à la SGCH. Selon l'information actuellement disponible, et après avoir consulté des conseillers juridiques externes, la direction est d'avis que le règlement éventuel devrait être favorable à la SGCH. Par conséquent, aucun montant n'a été constaté à cet égard dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro et située dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

En mars 2015, la CDEV a reçu une assignation devant le tribunal pour une poursuite intentée en 2014 en République du Panama contre Multidata Systems International Inc., Nordion Inc. et la CDEV. Les demandeurs ont fait valoir dans leur poursuite que les défendeurs sont responsables des blessures subies en raison d'une surexposition aux radiations émises par du matériel alors qu'ils recevaient des traitements dans une clinique du Panama. L'ampleur de cette responsabilité, le cas échéant, ne peut raisonnablement être estimée en ce moment. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

11. Risques auxquels est exposée la Corporation

Aperçu

Par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Corporation au 31 décembre 2014. Aucune modification n'a été apportée aux objectifs, aux politiques et aux processus pour évaluer et gérer les risques financiers de la Corporation depuis la clôture de l'exercice.

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant résume l'information sur l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers de la Corporation au 30 septembre 2015 et au 31 décembre 2014 présentée selon les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs :

	Total	Prix cotés sur des marchés actifs (niveau 1)	Autres données importantes observables (niveau 2)	Données importantes non observables (niveau 3)
30 septembre 2015				
Sommes en dépôt dans un				
compte du Trésor du Canada	119 351 \$	119 351 \$	- \$	- \$
Total	119 351 \$	119 351 \$	- \$	- \$
31 décembre 2014				
Sommes en dépôt dans un				
compte du Trésor du Canada	118 861 \$	118 861 \$	- \$	- \$
Actions ordinaires de GM	2 971 370	2 971 370	-	-
Total	3 090 231 \$	3 090 231 \$	- \$	- \$

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces éléments. Aucun transfert n'a eu lieu d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période à l'étude.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

12. Transactions avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour le trimestre et la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, la CDEV a déclaré des dividendes de néant et de 3 264 126 \$, respectivement, payables au gouvernement du Canada, dont une tranche de 1 123 233 \$ a été payée à partir du surplus d'apport (87 847 \$ et 230 276 \$ en 2014, respectivement).

13. Événements postérieurs à la date de clôture

a) Le 8 octobre 2015, l'exploitant du PSH a avisé les propriétaires de ce secteur unitaire que les conditions avaient été remplies pour procéder à un premier ajustement périodique de la participation du PSH (le « premier ajustement périodique »). Par suite du premier ajustement périodique, la participation que détient la SGCH dans le PSH passera de 5,08 % actuellement à 5,73 % le 1^{er} décembre 2015. Vers le 1^{er} décembre 2015, l'exploitant fournira un état du déséquilibre qui ajustera les dépenses d'investissement historiques du PSH afin de refléter les nouvelles participations directes. La SGCH estime qu'elle engagera des dépenses d'investissement en trésorerie supplémentaires d'environ 15 millions de dollars en décembre 2015 relativement à cet ajustement de la participation.

b) Le 22 octobre 2015, l'OCTLHE a mené à bien son examen du manque à gagner lié aux obligations en matière de recherche et développement du projet Hibernia pour la période allant de 2012 à 2015, dans le cadre du renouvellement et de l'expiration de l'autorisation d'exploitation d'Hibernia du 31 octobre 2015 liée aux lettres de crédit connexes des propriétaires d'Hibernia émises pour satisfaire aux obligations en matière de recherche et développement.

Il en a résulté une diminution du manque à gagner d'Hibernia et une réduction correspondante des lettres de crédit connexes. Le 26 octobre 2015, la SGCH a modifié sa lettre de crédit, dont le montant est passé de 3 418 \$ à 2 052 \$, pour rendre compte de sa quote-part, et a prolongé la date d'expiration de trois ans jusqu'au 31 octobre 2018. Le compte de garantie en trésorerie de la SGCH en garantie de la lettre de crédit a été également abaissé à 2 052 \$, le solde ayant été transféré au compte bancaire d'exploitation de la SGCH.